ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coordination de la politique extérieure, le 18 octobre 1965, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation du traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux, signé à Bruxelles, le 31 mars 1965", a donné le 13 décembre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e oktober 1965 door de Minister van Buitenlandse Zaken, belast met de Coördinatie van het buitenlands beleid, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van het verdrag betreffende de instelling en het statuut van een Benelux-gerechtshof, ondertekend te Brussel op 31 maart 1965", heeft de 13e december 1965 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de procurer l'assentiment des Chambres législatives au traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de justice Benelux, signé à Bruxelles, le 31 mars 1965, par la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas.

\+

\+ +

L'article 1er, § 2, du traité charge la Cour Benelux de "promouvoir l'uniformité dans l'application" de certaines règles juridiques, déclarées communes aux trois Etats. Ces termes traduisent quelque confusion entre les missions de la Cour et les buts en vue desquels elle est instituée; ils assignent aux attributions de la Cour une finalité qui est celle du traité et qui ne peut se confondre avec la mission spécifique d'un corps de justice. De toute évidence, la Cour Benelux ne peut être chargée que d'interpréter dans leur esprit comme dans leur texte les règles juridiques communes soumises à son examen.

\+

\+ +

Le traité ne fournit pas d'élément qui éclaire à suffisance le sens de l'expression "règles juridiques communes".

Selon les renseignements qui ont été fournis au Conseil d'Etat, peuvent être qualifiés règles communes les stipulations des traités conclus entre les trois Etats, les règlements que le Comité de Ministres est

.../...

habilité à établir en vertu du traité du 3 février 1958 instituant l'Union économique Benelux, les dispositions des lois dites "uniformes" et toutes dispositions de droit interne que le Comité de Ministres ou une convention désignerait comme étant des règles juridiques communes aux trois Etats.

Cette interprétation n'exclut pas, en principe, la faculté de déclarer "règles communes", les dispositions de la Constitution de la Belgique qui trouveraient leur équivalent dans le droit public des deux autres Etats, et d'en attribuer ainsi l'interprétation souveraine à la Cour Benelux.

L'on peut se demander au surplus si l'article 1er, § 2, du traité ne porte pas atteinte au pouvoir d'interprétation que le législateur tient de l'article 28 de la Constitution. En effet, aux termes de l'article 19 du traité du 3 février 1958, les décisions que le Comité de Ministres peut prendre pour l'exécution des missions qui lui sont confiées, engagent les Hautes Parties contractantes.
Si, pris à la lettre, cet article ne concerne que les décisions que le Comité de Ministres prend pour déterminer les modalités d'exécution du traité lui-même - lequel est muet quant à l'instauration éventuelle d'une Cour Benelux, il n'est cependant pas hasardé, en l'absence d'indication contraire du traité instituant cette Cour, de considérer que le principe énoncé à l'article 19 précité a une portée générale et qu'il s'applique aussi, par identité de motifs, aux décisions que le Comité de Ministres prendrait en application de ce dernier traité.

Dans cette interprétation, qui peut se réclamer de la logique interne du traité et des buts d'unification

.../...

qu'il poursuit, les décisions du Comité de Ministres conférant à certaines dispositions de la législation interne le caractère de règle juridique commune et en en attribuant par là l'interprétation souveraine à la Cour Benelux, lieraient non seulement les cours et tribunaux, mais également le législateur belge, qui perdrait ainsi le pouvoir qu'il tient de l'article 28 de la Constitution d'interpréter ces dispositions par voie authentique, aussi longtemps que le caractère de règle juridique commune ne leur aura pas été enlevé. Dans la même hypothèse, le pouvoir que le législateur possède de modifier ou d'abroger ces dispositions, serait suspendu de la même manière.

Plusieurs traités qui ont reçu l'assentiment des Chambres législatives ont fixé des règles qui ont donné lieu à des remarques semblables.

Au reste, selon les explications qui ont été fournies au Conseil d'Etat, le traité n'aurait pas la portée qui a été envisagée plus haut ; la désignation par le Comité de Ministres de règles juridiques communes ne constituerait qu'une simple constatation quant à l'existence dans chacune des trois législations, de ces règles communes sans qu'il y ait eu un engagement de la part des Etats intéressés de maintenir ces règles . Il n'en serait autrement que si les règles juridiques étaient déclarées communes par une convention, ou si les règles déclarées communes étaient les stipulations d'une convention ou les dispositions d'une loi uniforme.

\+

\+ \+

.../...

Sous réserve d'une disposition spéciale concernant les membres luxembourgeois de la Cour, l'article 3, § 2, du traité dispose notamment que "les juges, les juges suppléants et les avocats généraux font partie de la Cour Benelux tant qu'ils sont en fonction effective dans leur pays". La première phrase du § 3 du même article prévoit qu' "au cas où un juge, un juge suppléant ou un avocat général ne remplit plus les conditions pour exercer ses fonctions à la Cour Benelux, celle-ci le constate".

Si les conditions dont il est question dans cette dernière disposition sont celles qui sont fixées par le § 2, la seule circonstance dont la Cour Benelux pourra tenir compte, sera que le magistrat intéressé n'est plus "en fonction effective" dans la magistrature de son pays.

\+

\+ \+

Bien que le § 4 de l'article 3 ne trouve d'application qu'à l'égard des seuls magistrats luxembourgeois puisque seuls ces derniers peuvent rester en fonction à la Cour après leur mise à la retraite dans leur pays, la dernière phrase de ce paragraphe énonce cependant un principe qui s'applique a fortiori à tous les magistrats de la Cour : celle-ci n'exerce aucun pouvoir disciplinaire sur ses membres.

\+

\+ \+

.../...

A l'article 6, l'exposé des motifs contient l'observation que le terme "voie de recours" doit être entendu dans le sens qui lui est donné à l'article 177, alinéa 3, du traité de Rome. Il en déduit que le pourvoi en cassation doit être considéré comme une voie de recours. Ainsi, dès lors que dans les conditions déterminées à l'alinéa 2 de l'article 6 du traité soumis à l'examen du Conseil d'Etat, la décision d'une juridiction nationale serait susceptible d'être soumise à la Cour de cassation, cette juridiction ne serait pas tenue de saisir la Cour Benelux.

Une telle interprétation a sans doute été proposée. Elle aurait pour effet qu'en Belgique seuls seraient, le cas échéant, dans l'obligation de saisir la Cour Benelux, la Cour de cassation et, sauf les cas prévus à l'article 20 de la loi du 23 décembre 1946, le Conseil d'Etat.

Cette appréciation est cependant discutable. Elle paraît même, quelle que puisse être l'autorité de ceux qui l'ont émise, se heurter à des objections en raison de la mission même de la Cour de cassation et des conditions d'exercice des pourvois.

L'article 6, § 3, du traité soulève la question de savoir si les juridictions internes ont le pouvoir de vérifier si c'est à bon droit que le Comité de Ministres aurait déclaré certaines règles, communes aux trois Etats.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'expression "règle juridique désignée en vertu de l'article 1er", et non pas "règle juridique commune désignée en vertu de l'article 1er" a été utilisée à dessein à l'article 6, § 2, du traité, pour marquer qu'une juridiction nationale tenue de saisir la Cour Benelux ne pourra s'y refuser à prétexte d'erreur ou d'excès de pouvoir du Comité de Ministres.

.../...

Le traité ne prévoit pas la sanction de l'obligation faite aux juridictions nationales de saisir la Cour Benelux dans le cas prévu à l'article 6, § 3. Sans doute, la violation de cette obligation n'ouvrira aucun recours aux parties en cause. Mais il sera loisible à chacun des deux Etats autres que celui auquel appartient la juridiction intéressée de saisir la Cour internationale de Justice de La Haye; ce recours ne sera cependant possible que si l'Etat dont la juridiction est prétendue avoir commis la violation du traité est lié par la clause facultative de juridiction obligatoire de l'article 36, alinéa 2, du statut de la Cour internationale de Justice.

\+

\+ \+

L'article 7, § 1er, ne règle pas la question de savoir si, saisie d'une demande d'interprétation d'un texte auquel une décision du Comité de Ministres a reconnu le caractère de règle juridique commune, la Cour Benelux peut rechercher si ce texte possède réellement ce caractère ou si, au contraire, le Comité de Ministres a excédé ses pouvoirs ou s'est mépris.

Il pourrait être soutenu que la décision du Comité de Ministres lie la Cour. Il est cependant plus conforme aux principes généraux du droit judiciaire qu'en l'absence de dispositions contraires, les corps de justice soient juges de leur compétence.

.../...

Si l'intention des négociateurs du traité n'a pas été de déroger à ce principe, les termes "règles juridiques communes à la Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas et qui sont désignées ... " eussent exprimé cette intention avec plus de précision que ne le fait l'article 1er, § 2, du traité.

\+

\+ +

En conférant à la Cour Benelux le pouvoir de trancher par des décisions qui s'imposeront aux tribunaux belges, certaines difficultés d'interprétation qui pourraient naître au cours de litiges mus devant eux, l'article 7, § 2, du traité transfère à cette Cour des attributions qui sont actuellement exercées par des autorités nationales; notamment la Cour de cassation qui, au plan judiciaire, a pour mission d'interpréter souverainement les textes en vigueur en Belgique, sera dessaisie de cette attribution en ce qui concerne les règles juridiques qui auront été déclarées communes aux trois Etats.

Le pouvoir judiciaire se verra ainsi amputé d'une partie importante de ses attributions et cela, dans une mesure dont il n'est pas possible actuellement de déterminer l'ampleur.

\+

\+ +

.../...

L'article 12, § 1er, ne traduit pas avec exactitude la volonté qu'il entend exprimer : si, dans l'exercice de leurs attributions, les cours et tribunaux observent certaines règles non écrites en matière de procédure, ce n'est point par tradition, mais à raison du caractère obligatoire et général qu'ils reconnaissent à ces règles, déduites des sources ordinaires du droit.

+

\+ +

L'article 12, § 7, ne détermine ni la langue de la procédure devant la Cour Benelux, ni celle de la décision, lorsque la langue employée pour la procédure devant la juridiction où l'affaire est pendante au fond est l'allemand.

+

\+ +

Il s'entend que les règles de procédure auxquelles il est fait allusion dans l'article 12 du traité, ne seront établies et appliquées que dans le respect des dispositions de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

+

\+ +

Afin d'éviter toute difficulté dans l'application de l'article 16, alinéa 2, il importera que le Gouvernement publie le traité et la loi d'approbation à une date telle qu'il ait effet en droit interne en même temps qu'il entrera en vigueur entre les Etats contractants.

+

\+ + .../...

La version française du traité révèle un certain manque de rigueur dans la rédaction du texte. Ainsi, à l'article 3, § 1er, il est question des "membres du Comité du contentieux du Conseil d'Etat", alors qu'au § 2, il est parlé des "membres du Conseil d'Etat"; au § 3 du même article, est employée l'expression "Ce donné acte", qui n'est pas correcte; à ce même paragraphe 3, le texte français emploie l'expression inexacte de "Cour suprême de chacun des trois Pays", alors qu'il eût fallu, comme le fait la version néerlandaise, parler de "la plus haute juridiction de chaque pays"; à l'article 5, § 2, le texte français laisse au règlement d'ordre intérieur le soin de déterminer "notamment" la composition du siège, etc..., alors que le texte néerlandais emploie les mots "Voor het overige",qui n'ont pas le même sens; au § 3 du même article, il fallait écrire "surseoir à statuer"; à l'article 7, § 3, il fallait "par application" et non "par l'application"; à l'article 10, § 2, il fallait une virgule après le mot "Gouvernements"; à l'article 12, § 4, il ne s'agit pas d'un mémoire "de" réponse, mais d'un mémoire "en" réponse.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van wet heeft tot doel de instemming van de Wetgevende Kamers te verkrijgen voor het verdrag betreffende de instelling en het statuut van een Benelux-gerechtshof, op 31 maart 1965 te Brussel ondertekend door België, het Groothertogdom Luxemburg en Nederland.

\+

\+ +

Artikel 1, § 2, van het verdrag geeft het Beneluxhof tot taak "de gelijkheid te bevorderen bij de toepassing" van bepaalde rechtsregels, gemeen aan de drie Staten. Die termen verraden een zekere verwarring tussen de taak van het Hof en het doel waarvoor het wordt ingesteld; ze wijzen aan de bevoegdheid van het Hof een finaliteit toe, die eigenlijk die van het verdrag is en niet mag worden verward met de eigen taak van een gerecht. Het is duidelijk, dat aan het Beneluxhof alleen kan worden opgedragen de gemene rechtsregels welke het te onderzoeken krijgt, naar de geest en naar de letter uit te leggen.

\+

\+ +

Het verdrag doet geen gegeven aan de hand waaruit voldoende duidelijk blijkt, wat verstaan moet worden onder "rechtsregels gemeen aan". Naar aan de Raad van State is verklaard, kunnen als gemene regels worden aangemerkt de bepalingen van de door de drie Staten

onderling gesloten verdragen, de verordeningen welke het Comité van Ministers kan vaststellen op grond van het verdrag van 3 februari 1958 tot instelling van de Benelux-Economische Unie, de bepalingen van de zogenaamde "eenvormige" wetten en alle bepalingen van nationaal recht welke door het Comité van Ministers of door een overeenkomst mochten worden aangewezen als rechtsregels, gemeen aan de drie Staten.

Die uitlegging sluit in beginsel de mogelijkheid niet uit, dat als "gemene regels" worden aangewezen de bepalingen van de Grondwet van België die een equivalent zouden vinden in het publiekrecht van de andere twee Staten, en dat de onaantastbare uitlegging daarvan zodoende aan het Beneluxhof wordt opgedragen.

De vraag kan overigens worden gesteld of artikel 1, § 2, van het verdrag geen afbreuk doet aan de macht om wetten uit te leggen, welke de wetgever ontleent aan artikel 28 van de Grondwet. Luidens de tekst van artikel 19 van het verdrag van 3 februari 1958 immers verbinden de beschikkingen welke het Comité van Ministers ter uitvoering van de hem toevertrouwde taak kan nemen, de Hoge Verdragsluitende Partijen. Al slaat dit artikel strikt genomen alleen op de beschikkingen welke het Comité van Ministers kan nemen ter vaststelling van de wijze van uitvoering van het verdrag zelf - waarin niets te vinden is omtrent de eventuele instelling van een Beneluxhof -, toch is het niet gewaagd, bij gemis van een hiermee strijdige aanwijzing in het verdrag dat bedoeld gerechtshof instelt, te menen dat het beginsel van genoemd artikel 19 een algemene strekking heeft en dat het, om identieke redenen, mede van toepassing is op de beschikkingen welke het Comité van Ministers op grond van laatstgenoemd verdrag mocht nemen.

.../...

Met die uitlegging, die zich kan beroepen op de interne logica van het verdrag en op het streven naar eenmaking dat het kenmerkt, zouden de beschikkingen van het Comité van Ministers, die sommige bepalingen van de nationale wetgeving als gemene rechtsregels aanmerken en de onaantastbare uitlegging ervan aan het Beneluxhof opdragen, niet alleen bindend zijn voor hoven en rechtbanken, maar ook voor de Belgische wetgever, die meteen de bevoegdheid zou verliezen welke artikel 28 van de Grondwet hem verleent om aan die bepalingen, zolang het karakter van gemene rechtsregel hun niet ontnomen is, een authentieke uitlegging te geven. In dezelfde veronderstelling zou de macht van de wetgever om die bepalingen te wijzigen of op te heffen, op dezelfde wijze geschorst zijn.

Verscheidene verdragen die de instemming van de Wetgevende Kamers hebben verkregen, hebben regels gesteld die tot soortgelijke opmerkingen aanleiding hebben gegeven.

Overigens zou het verdrag, naar aan de Raad van State is verklaard, niet de strekking hebben die hiervoren is besproken; de aanwijzing van gemene rechtsregels door het Comité van Ministers zou niets méér zijn dan een blote vaststelling, dat die gemene regels in ieder van de drie wetgevingen bestaan, zonder dat de betrokken Staten zich ertoe hebben verbonden ze te handhaven. Anders zou het alleen zijn, als de rechtsregels door een overeenkomst gemeen verklaard waren, of als de gemeen verklaarde regels bestonden in bepalingen van een overeenkomst of in voorzieningen van een eenvormige wet.

\+

\+ \+

.../...

Onder voorbehoud van een bijzondere bepaling voor de Luxemburgse leden van het Hof, zegt artikel 3, § 2, van het verdrag onder meer : "De rechters, plaatsvervangende rechters en advocaten-generaal blijven bij het Beneluxhof in functie zolang zij in hun eigen land als zodanig in actieve dienst zijn". De eerste volzin van § 3 van hetzelfde artikel bepaalt : "Ingeval een rechter, een plaatsvervangende rechter of een advocaat-generaal niet langer voldoet aan de voorwaarden die gelden voor de uitoefening van zijn functie bij het Beneluxhof, stelt het Hof zulks vast".

Worden in deze laatste bepaling de in § 2 gestelde voorwaarden bedoeld, dan is het enige wat het Beneluxhof in aanmerking mag nemen het feit, dat de betrokken magistr niet meer "in actieve dienst" is bij de magistratuur van zijn land.

\+

\+ \+

Ofschoon § 4 van artikel 3 alleen op de Luxemburgs magistraten toepassing vindt, omdat alleen zij hun functie bij het Hof kunnen blijven uitoefenen nadat zij in hun land in ruste zijn gesteld, stelt de laatste volzin van die paragraaf een beginsel dat a fortiori geldt voor alle magistraten van het Hof : dit heeft geen tuchtgezag over zijn leden.

\+

\+ \+

.../...

Bij artikel 6 merkt de memorie van toelichting op, dat onder "beroep" hetzelfde moet worden verstaan als in artikel 177, derde lid, van het verdrag van Rome. De memorie leidt hieruit af, dat "een beroep in cassatie" als een "beroep" moet worden beschouwd. Als dus, onder de voorwaarden bepaald in het tweede lid van artikel 6 van het aan de Raad van State voorgelegde verdrag, de uitspraak van een nationaal rechtscollege aan het Hof van cassatie zou kunnen worden voorgelegd, zou dat rechtscollege niet gehouden zijn de zaak bij het Beneluxhof aanhangig te maken.

Een zodanige uitlegging is ongetwijfeld voorgesteld. Zij zou tot gevolg hebben dat in België alleen het Hof van cassatie en, behoudens de gevallen bepaald in artikel 20 van de wet van 23 december 1946, de Raad van State verplicht zouden zijn in voorkomend geval een zaak bij het Beneluxhof aanhangig te maken.

Die zienswijze is echter betwistbaar. Zij lijkt zelfs, ongeacht het gezag van haar voorstanders, bezwaar te ontmoeten wegens de taak zelf van het Hof van cassatie en de voorwaarden waaronder cassatieberoep wordt ingesteld.

Bij artikel 6, § 3, van het verdrag rijst de vraag of de nationale rechtscolleges bevoegd zijn om na te gaan of het Comité van Ministers bepaalde regels terecht als gemeen aan de drie Staten heeft aangemerkt.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is in artikel 6, § 2, van het verdrag de term "krachtens artikel 1 aangewezen rechtsregel" opzettelijk gebruikt in plaats van "krachtens artikel 1 aangewezen gemene rechtsregel", om erop te wijzen dat een nationaal rechtscollege dat ertoe gehouden is "de vraag van uitleg aan het Beneluxhof voor te leggen" zulks niet kan weigeren onder voorwendsel dat het Comité van Ministers zich vergist heeft of zijn bevoegdheid te buiten is gegaan.

\+

\+ \+

Het verdrag zegt niet welke sanctie verbonden is aan het niet nakomen van de verplichting voor de nationale rechtscolleges om "de vraag van uitleg aan het Beneluxhof voor te leggen" in het geval van artikel 6, § 3. Het niet-nakomen van die verplichting zal voor de betrokken partijen weliswaar geen beroep openstellen, maar ieder van de andere twee Staten dan die waartoe het betrokken rechtscollege behoort, zal de zaak aanhangig kunnen maken bij het Internationaal Gerechtshof te 's-Gravenhage ; dat beroep zal echter alleen mogelijk zijn als de Staat waartoe het rechtscollege dat het verdrag geschonden heet te hebben, behoort, gebonden is door de facultatieve bepaling van artikel 36, tweede lid, van het statuut van het Internationaal Gerechtshof, inzake de verplichte rechtsmacht.

\+
\+ \+

Artikel 7, § 1, geeft geen uitsluitsel over de vraag of het Beneluxhof, als het een vraag van uitleg van een tekst voorgelegd krijgt, die door een beschikking van het Comité van Ministers als gemene rechtsregel is erkend, mag nagaan of die tekst werkelijk zulk een rechtsregel is, dan wel of het Comité van Ministers zijn bevoegdheid heeft overschreden of het verkeerd heeft voorgehad.

Wel zou kunnen worden vooropgezet, dat de beschikking van het Comité van Ministers het Hof bindt, maar het ligt meer in de lijn van de algemene beginselen van het gerechtelijk recht dat rechters, bij gemis van strijdige bepalingen, zelf over hun bevoegdheid oordelen.

.../...

Is het, bij het onderhandelen over het verdrag, niet de bedoeling geweest van dat beginsel af te wijken, dan zouden de woorden "rechtsregels, gemeen aan België, Luxemburg en Nederland en aangewezen ..." dat beter hebben doen uitkomen dan artikel 1, § 2, van het verdrag het nu doet.

+
+ +

Door aan het Beneluxhof de bevoegdheid op te dragen om bij beschikkingen die de Belgische rechtbanken binden, bepaalde interpretatiemoeilijkheden op te lossen die mochten ontstaan bij de behandeling van bij die rechtbanken aanhangige geschillen, draagt artikel 7, § 2, van het verdrag aan dat Hof een bevoegdheid over die thans door de nationale overheden wordt uitgeoefend ; zo zal het Hof van cassatie dat, op gerechtelijk gebied, tot taak heeft een onaantastbare uitlegging te geven van de in België geldende teksten, die bevoegdheid verliezen ten aanzien van de rechtsregels die als gemeen aan de drie Staten zullen zijn erkend.

De rechterlijke macht zal zich aldus een belangrijk gedeelte van haar bevoegdheid zien ontvallen ; in welke mate is alsnog niet te overzien.

+
+ +

.../...

Artikel 12, § 1, is geen juiste weergave van hetgeen met die bepaling wordt bedoeld : als de hoven en rechtbanken bij het uitoefenen van hun bevoegdheid bepaalde ongeschreven procedureregels in acht nemen, doen zij dat niet uit traditie, maar ter wille van het bindend en algemeen karakter dat zij toeschrijven aan die regels, welke uit de gewone rechtsbronnen zijn afgeleid.

\+
\+ +

Artikel 12, § 7, bepaalt niet welke taal bij de procesvoering voor het Beneluxhof of bij de uitspraak wordt gebruikt als voor de rechter bij wie het bodemgeschil aanhangig is, het Duits gebezigd is.

\+
\+ +

Het spreekt vanzelf dat de in artikel 12 van het verdrag bedoelde procedureregels slechts zullen worden vastgesteld en toegepast met inachtneming van de bepalingen van het verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

\+
\+ +

.../...

Ten einde iedere moeilijkheid bij de toepassing van artikel 16, tweede lid, te voorkomen, zal de Regering het verdrag en de goedkeuringswet moeten bekendmaken op een datum die zo wordt gekozen, dat het verdrag in het nationaal recht uitwerking krijgt op hetzelfde tijdstip waarop het voor de verdragsluitende Staten van kracht wordt.

\+
\+ \+

De Franse tekst van het verdrag vertoont een aantal onvolkomenheden. Zo is in artikel 3, § 1, sprake van "les membres du Comité du contentieux du Conseil d'Etat", in § 2 van "les membres du Conseil d'Etat" ; in § 3 van hetzelfde artikel staat "Ce donné acte", hetgeen niet correct is ; nog in hetzelfde artikel 3, § 1, staat de onjuiste term "Cour suprême de chacun des trois pays", terwijl er, zoals in de Nederlandse tekst, sprake had moeten zijn van "la plus haute juridiction de chaque pays" ; in artikel 5, § 2, wordt gezegd : "Un règlement d'ordre intérieur ... détermine notamment la composition du siège, ...", terwijl in de Nederlandse tekst staat : "Voor het overige ...", hetgeen niet hetzelfde betekent ; in § 3 van hetzelfde artikel, moest worden geschreven "surseoir à statuer" ; in artikel 7, § 3, had moeten staan "par application" en niet "par l'application" ; in artikel 10, § 2, had een komma moeten staan na het woord "Gouvernements"; in artikel 12, § 4, gaat het niet om een "mémoire de réponse", maar om een "mémoire en réponse".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.HOLOYE,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter.
	G.VAN BUNNEN, J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
	Ch.VAN REEPINGHEN, P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE ,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.W.LAHAYE, auditeur général adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.LAHAYE, adjunct-auditeur generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) G.HOLOYE.